



De quelle démarche culturelle parlons-nous ? Depuis plus de vingt-cinq ans, le débat fait rage entre les tenants de la démocratie culturelle et ceux de la démocratisation culturelle. Les premiers, qui ont une vue laïque de la culture, défendent le droit à la création, à l'initiative, aux choix personnels pour tous, qu'il s'agisse des gardiens et des porteurs de la culture de l'excellence, ou des modestes pratiquants d'expressions plus traditionnelles, plus marginales, ou simplement plus spontanées. Les seconds, qui sont avant tout les missionnaires d'une doctrine reçue d'en haut, considèrent de leur devoir de faciliter le libre accès à des formes supérieures de la culture et des arts, anciens et contemporains, et d'encourager leur pratique (mais le plus souvent seulement leur consommation), les normes étant fixées par eux-mêmes.

### UNE CULTURE OU DES CULTURES, POUR QUI, PAR QUI ?

On trouve là un autre débat, celui qui distingue, comme cible de toute réflexion politique sur la culture, entre la population et le ou les publics, ces derniers entraînant la stigmatisation du « non public », dont l'existence justifie en partie les efforts de démocratisation, toujours renouvelés, jamais vraiment efficaces. Or les quartiers sont essentiellement des zones où prolifère le non public, du moins si l'on refuse de valoriser les cultures vivantes et leurs valeurs. Et d'abord s'est-on jamais posé la question de savoir si ces gens avaient vraiment envie de consommer la culture savante ?

Car il y a un fossé qui sépare, dans les zones urbaines périphériques, la culture vivante, celle des habitants ordinaires, des vieux, des jeunes, fruit de métissages anciens ou actuels, de la culture cultivée, celle des beaux quartiers, des institutions de centre ville et de leurs publics habituels. Le rapprochement entre ces deux univers qui s'ignorent le plus souvent passerait par la reconnaissance réciproque des valeurs portées et créées par chacun, c'est-à-dire de la culture des autres.

Cet équilibre, cet échange dynamique posent comme condition une double symétrie. D'une part entre une offre institutionnelle en direction des populations considérées comme des publics potentiels et une offre « sauvage », encore cachée ou virtuelle pour sa plus grande part, de ces populations qui proposent leurs ressources culturelles et leurs créativité propres, celles que l'on appelle parfois « endogènes ». D'autre part entre une demande plus ou moins exprimée d'accès à des formes différentes de pratiques et de

consommations culturelles, pour enrichir la culture vivante et l'ouverture sur le monde, et cette autre demande que les institutions connaissent bien, celle qui recherche désespérément de nouveaux publics, au-delà des quelques dix pour cent de fidèles, pour justifier leur appartenance au « service public culturel ».

La politique de la ville, parce qu'elle a fixé des priorités nouvelles depuis quinze ans, mais aussi parce qu'elle apporte des moyens nouveaux en financements exceptionnels, a favorisé l'offre et la demande des institutions, a supposé une demande des populations, sans pour autant reconnaître que celles-ci avaient une offre qui émanait de leur culture vivante (à l'exception naturellement des formes culturelles nouvelles émanant des jeunes, dont une part significative a été choisie pour être intégrée dans les normes artistiques des institutions).

Enfin, la distance ne s'est pas vraiment réduite entre les professionnels œuvrant dans les institutions et à partir d'elles et les amateurs, animateurs, intervenants sociaux et socio-culturels qui ne sont appréciés que par rapport aux professionnels et à leurs jugements.

### LES CONTRATS DE VILLE ET D'AGGLOMÉRATION ET LEUR DIMENSION CULTURELLE

Au moment précis où tous les sites de la politique de la ville, à travers leurs acteurs politiques, administratifs et techniques sur le terrain, évaluent les cinq années passées et préparent leurs diagnostics et leurs argumentaires pour la négociation des stratégies et des programmes des futurs contrats de ville et d'agglomération, il a paru important, osons même dire fondamental, de poser la question de la dimension culturelle du développement social urbain, à la fois pour observer le chemin parcouru et pour en dégager des éléments de réflexion.

Cette gestation de contrats, qui dureront sept ans et évolueront pendant toute cette période, doit faire toute sa place à la culture, plus que lors des plans passés, bien pauvres à cet égard. Car c'est dans sa prise en compte que l'on trouvera la clé, toujours cherchée, jamais encore trouvée, d'une vraie et forte participation des habitants à l'œuvre commune de développement, comme acteurs et comme sujets.

### DE LA PRATIQUE À LA MÉTHODE

Bien entendu, il n'y a pas de modèle, ni d'exemple idéal, il y a seulement des histoires de succès ou d'échecs, des réflexions nourries d'années de pra-

tiques. On en trouvera ici une sélection, aussi ouverte que possible, portant sur les principaux domaines de la culture, qu'elle soit vivante ou savante :

- le patrimoine et la mémoire qui forment le terreau de l'éducation et l'une des grandes ressources du développement et de la cohésion sociale ;
- la créativité des jeunes, mais aussi d'adultes de tous âges ;
- la fête, l'une des manifestations les plus essentielles de la rencontre des cultures vivantes des individus et des groupes ;
- des interactions fructueuses entre groupes et entre cultures de traditions différentes, alternatives au communautarisme, qui est le contraire du véritable développement communautaire, interactions également entre professionnels de disciplines différentes ;
- le développement de l'expression créatrice, sous toutes ses formes, écrite et orale, musicale et plastique, chorégraphique et théâtrale...

Nous avons tenté, avec tous les aléas d'une telle démarche, de demander à des praticiens, à des observateurs, à des responsables, de mener une réflexion a posteriori sur leurs pratiques ou sur les cas dont ils ont eu une connaissance intime. Nous leur avons suggéré de tirer des enseignements méthodologiques qui, sans proposer encore une fois des modèles, peuvent inspirer les acteurs du développement dans la région et ailleurs. Ce n'est pas un exercice facile pour des acteurs de terrain et le lecteur devra ajouter sa propre expérience et élaborer ses propres conclusions. Tel quel le matériau est suffisamment riche et divers pour nourrir les processus de conception et de mise en œuvre du développement.

## CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

Car la culture est une dimension première du développement local, qu'il soit rural ou urbain. C'est encore plus vrai dans les territoires (les quartiers) où des populations urbaines provenant d'horizons culturels variés, parlant des langues ou des langages différents, détentrices de mémoires à plusieurs étages, doivent maîtriser le changement qui s'impose à eux et participer à leur propre développement, individuel et collectif, au sein d'une société qui impose une culture fortement normalisée et codifiée, qu'elle soit intellectuelle ou artistique, professionnelle ou communautaire.

Le développement ne peut se concevoir et se mettre en œuvre que dans le langage de la culture, et des cultures, de la population concernée. Tous ceux qui ont été les témoins des échecs des démarches

technocratiques, politiciennes, venant d'en haut ou simplement d'ailleurs, savent bien qu'il est essentiel de modeler les stratégies, les programmes, les actions, les méthodes selon les modes de pensée, les logiques, les capacités des gens du territoire, qui avant d'être les « bénéficiaires » des politiques publiques, en sont, qu'on le veuille ou non, les acteurs.

Dans notre société hiérarchisée, complexe, organisée autour de centres de pouvoir, cette prise en compte de la dimension culturelle de toute stratégie ou action ne va pas de soi. Même pour ceux qui sont les plus convaincus de sa nécessité, des problèmes se posent, que l'on va trouver expressément décrits ou seulement apparaissant en filigrane, tout au long de ce numéro.

## L'IMPACT DE L'ACTION CULTURELLE SUR LES POPULATIONS URBAINES

Une telle démarche pose la question de l'évaluation de l'impact de l'action, dans le domaine du développement et en particulier dans sa dimension culturelle, la culture étant par excellence le champ du sensible, du subjectif, du non quantifiable.

Un exemple portant sur une politique publique bien de chez nous, montrera les limites de l'innovation politico-administrative, mais aussi ses vertus, au-delà des conséquences de financements dont le caractère massif et exceptionnel n'est pas exempt d'effets pervers.

Un autre, pris en Grande-Bretagne, montrera que l'exercice de l'évaluation peut être tenté, à condition de rester modeste et de refuser le dogmatisme, tant il est vrai qu'en matière d'appréciation culturelle, l'écoute, l'observation et le dialogue sont les outils principaux d'une évaluation partagée, participative, porteuse de remises en questions.

Ces deux cas montrent en outre l'importance de bien définir au départ de quelle culture on parle, si l'on veut la démocratie ou la démocratisation culturelle, si l'on cherche avant tout le développement du territoire et de la communauté qui y vit, si les intervenants culturels acceptent de servir ce développement. ■

Hugues de VARINE, ASDIC